

## 3ème panel : la France face aux enjeux allemands – Vers l'émergence d'un espace public européen ?

---

**Jérôme Vaillant**, professeur de civilisation allemande à l'Université Charles-de-Gaulle – Lille 3, rédacteur en chef de la revue *Allemagne d'aujourd'hui*

Klaus Neubert a rappelé en introduction qu'il n'existait sans doute pas d'espace public européen, si ce n'est celui des élites, celui de ceux qui sont déjà informés. Pour les opinions publiques, la connaissance du voisin reste encore insuffisante ; mais sur la longue durée, la relation franco-allemande a tout de même beaucoup évolué. Ainsi, le constat fait par Henri Ménudier dans les années 1970, à savoir que la France ne s'intéressait pas à l'Allemagne mais que l'Allemagne s'intéressait bien à la France n'est plus valable aujourd'hui.



Une étude plus récente, réalisée sur les journaux télévisés français et allemands de 1997 à 2001, montre que chaque pays s'intéresse de façon continue et durable à son voisin. Cependant, il faut de grands événements pour que la France s'intéresse à l'Allemagne alors que les correspondants allemands à Paris

sont présents dans la durée et suivent l'actualité française au jour le jour.

**Hélène Miard Delacroix**, professeur des Universités à l'ENS Lyon, spécialiste de l'Allemagne contemporaine et d'histoire de l'Allemagne depuis 1945

Il faut d'abord s'interroger sur les instruments qui permettent de rendre compte de la perception française de la vie politique allemande. Les médias permettent d'observer cette perception, mais il faut faire attention

au fait qu'ils ne représentent pas non plus toute l'opinion. Une analyse détaillée du suivi de la campagne allemande en France a été réalisée par Dominique Herbet, « La presse française et les élections anticipées », Allemagne d'aujourd'hui, octobre-décembre 2005, c'est pourquoi je choisis plutôt de proposer quelques pistes pour une interprétation de l'analyse médiatique. Les médias français, ont-ils, au delà de la description de la vie politique, procédé à une adaptation de celle-ci ?

Tout d'abord, on peut noter une sensibilité sans cesse croissante de l'opinion aux questions d'actualité allemandes, sensibilité marquée par l'abondance nouvelle de la couverture médiatique. De nombreux articles sont parus dans la presse française. Par exemple *Le Figaro* et *Libération* ont publié chacun une quarantaine d'articles sur l'Allemagne en 6 semaines, les élections allemandes ont fait la « une » plusieurs jours de suite, y compris de plusieurs journaux télévisés, et des reportages assez réguliers ont été diffusés. Le caractère dramatique de l'événement, et le suspense qui se prolongeait, sont-ils une des causes de cette abondance d'information ? Est-ce l'effet de surprise – on ne savait pas qui allait gagner, qui a capté l'attention des médias ? Ou bien cet intérêt médiatique est-il plutôt le signe d'une incompréhension de l'Allemagne ? Ou encore a-t-on beaucoup parlé du voisin parce qu'il est devenu banal ? En l'observant de près on s'aperçoit toutefois qu'il est aussi un peu étrange et que ses modes de fonctionnement sont plus différents que l'on ne le croyait.

On peut constater d'autre part que la couverture médiatique en France a été relativement fidèle à la réalité. L'image transmise par les médias français a finalement été assez conforme à celle de la presse allemande. Enfin, dans les analyses, ce sont les réflexions sur les enjeux pour l'autre et pour soi qui ont été les plus intéressantes.

Trois questions guideront mon analyse : Y a-t-il une partialité partisane dans la couverture médiatique de la vie politique allemande ? A quel type de discours les médias français ont-ils recours, sur quoi mettent-ils l'accent ? Peut-on voir le signe d'une émergence d'un espace politique franco-allemand ou d'une culture politique similaire, commune ou partagée ?

**Y a-t-il une partialité partisane dans la couverture médiatique de la vie politique allemande ?** L'information sur l'Allemagne n'a pas une seule couleur politique particulière. La relation des médias français à la vie politique allemande semble plus complexe : Schröder n'était pas nécessairement le favori du *Monde* et Merkel celle du *Figaro*. Dans tous les médias peuvent être observées plusieurs tendances. Mais on constate dans l'ensemble une même simplification de la campagne grâce à un schéma assez simple, binaire, gauche / droite, un sortant / une outsider, un homme / une femme et une personnalisation des candidats avec des noms, des visages, une étiquette reconnaissable. On peut expliquer cette simplification par une moindre familiarité du public français aux personnages de la vie politique allemande : des rappels, des portraits sont donc nécessaires. Les médias préfèrent aussi, en France comme en Allemagne, des hommes ou des femmes politiques qui « rassemblent », qui « incarnent la politique ». Un autre élément important est l'illusion des médias que se focaliser sur un homme ou une femme permet de transcender les structures profondes qui sont celles qui en fait décident du résultat de l'élection. Dans la couverture de l'Allemagne, un problème particulier réside dans la nécessité de rappeler qu'il ne s'agit pas comme en France, d'un scrutin uninominal à deux tours, mais d'élections

législatives. On se trouve certes dans une « Kanzlerdemokratie » (la démocratie du Chancelier), mais le mode de scrutin est plus compliqué.

L'ensemble des médias a également transmis le message de la montée des autres forces politiques et s'est inquiété de l'imprévisibilité et de l'opacité croissante du jeu politique. Les interrogations ont plus porté sur l'impact de l'évolution du système partisan sur les résultats des élections que sur les causes profondes d'un phénomène commun à l'Allemagne et la France, à savoir le rétrécissement des deux grands partis classiques et la division de l'électorat entre ceux qui réussissent et ceux qui se sentent floués.

L'aspect partisan du compte-rendu est plus visible dans certains médias. Par exemple, *L'Humanité* parle du SPD et de la CDU sur un ton ironique et traite de la « campagne de dénigrement » à laquelle est confronté le Linkspartei. *Le Figaro* est confronté à une difficulté particulière, en effet Angela Merkel pouvait paraître plus proche de la sensibilité de ses lecteurs, tandis que Jacques Chirac soutenait Gerhard Schröder. C'est pourquoi *Le Figaro* s'est mis à souligner une opposition plus idéologique que politique.

**A quel type de discours les médias ont-ils recours ?** Les médias utilisent un schéma classique, un mélange d'admiration et de moquerie, avec une admiration toute particulière pour la combativité et la pugnacité du chancelier sortant. On trouve également des discussions en termes de « poids », le « poids de l'Allemagne », « cette locomotive du convoi européen », (*Les Echos*) « qui est en panne et qui pèse un tiers du convoi », et dont on se demande « si le conducteur saura suivre les rails ».



Un autre champ sémantique qui domine est celui du jeu : « coup de poker », « poker menteur » autour de la chancellerie, « le chancelier joue son va-tout », une certaine « filouterie » du chancelier sortant, un « tour de passe-passe », de la « poudre aux yeux » avec l'évocation de l'affaire des visas. Cette image plus « méridionale » des hommes politiques allemands apparaît comme une rupture par rapport à l'image antérieure du chancelier qui doit incarner l'Allemagne ; celui-ci n'a pas le « poids » de son prédécesseur ou d'Helmut Schmidt perçu comme « cassant ». A côté de cela, le terme de « novice » a beaucoup été employé pour qualifier Angela Merkel, « fausse représentante de l'Est », avec des portraits dans l'ensemble assez peu favorables au début de la campagne, une « forte en maths, pas nécessairement sympathique ». Un titre du *Figaro* le 4 juillet rassemble assez bien cette perception des deux candidats : « le bretteur et la novice ». L'homme se bat à l'épée et la femme apporte une certaine nouveauté, peut-être de l'incertitude. Les champs sémantiques de la lutte, de l'échec, des revers, de la navigation – le « sabordage » du chancelier, il « change de cap » – ne sont pas très spécifiques à un discours sur l'Allemagne. De même, la terminologie autour des interrogations après le 18 septembre n'est pas propre aux médias français, en effet toute l'Europe s'est demandée ce qu'allait devenir l'Allemagne.

Pour analyser ce que le discours des médias nous apporte sur la vision française de l'autre, on peut distinguer trois aspects de cette perception : la première dimension est cognitive, elle concerne le savoir qui est transmis, et on peut y classer toutes les descriptions très nombreuses

et très approfondies sur le système politique allemand (cartes, chiffres, tableaux) livrant un cadre de compréhension ; la deuxième dimension est affective et regroupe tout ce qui relève de la sympathie pour le perdant qui se bat, du malaise face à la femme inconnue, des développements sur les coiffures, de l'interprétation des résultats en France (*Les Echos* : « Un coup rude pour Nicolas Sarkozy, un moindre mal à gauche ») ; et enfin la dimension évaluative, dont on peut distinguer deux piliers, le premier étant la normalité de l'Allemagne – *Le Monde* titrait le 18 septembre « Gerhard Schröder ou l'Allemagne normalisée » – qui est à la fois un outil descriptif, c'est-à-dire que l'Allemagne n'est plus hors normes, et un outil normatif, l'Allemagne est « ce qu'elle doit être », elle n'est plus potentiellement hégémonique, elle a les mêmes difficultés que la France, ce qui nous conduit à voir dans cette dimension évaluative le jugement de l'inquiétude pour soi. L'autre est, avec toutes ses difficultés, normal, et cela nous conduit à nous interroger sur nos propres difficultés. Slama écrit, dans *Le Figaro* du 22 août : « L'Allemagne va mal, et nous n'avons pas lieu en France de nous en réjouir. Non seulement parce qu'elle est notre premier partenaire, non seulement parce que sa faiblesse rejaillit sur l'Europe, et par conséquent sur nous, mais plus encore peut-être parce que le malaise de notre grand voisin est très comparable au nôtre et qu'il nous renvoie de nous-mêmes une image alarmante. » Parler de cette Allemagne qui va mal est donc une façon de s'interroger sur la France qui va mal. Est-ce que l'Allemagne ne servirait dans le débat public français qu'à ne réfléchir sur soi ? Ou bien a-t-on intégré le fait que la donnée allemande est non seulement un reflet de ce qui se passe en France, mais risque d'avoir de fortes conséquences sur notre avenir propre ?

**L'émergence d'une culture politique commune.** Peut-on trouver des signes de l'émergence d'une culture politique commune, similaire ou partagée ? Cela signifie-t-il qu'un espace public franco-allemand est en train d'apparaître ?

Ces élections ont au moins eu une valeur d'exemple en France, en ce qui concerne par exemple les rapports entre la gauche française et l'extrême gauche, que l'on compare à l'apparition d'une nouvelle force de gauche en Allemagne sur fond de crise interne du grand parti social-démocrate. Pourquoi cela relèverait-il d'une culture politique commune ? Les médias servent à montrer le fonctionnement du monde politique, ses acteurs, ses problèmes, les solutions possibles et mettent en évidence la culture politique, c'est-à-dire un ensemble de représentations, de valeurs, de normalités et d'identités. Les médias renforcent également les phénomènes de culture politique qui se stabilisent. Les médias assurent donc la persistance d'images et de perceptions du monde. Ce que l'on a pu constater dans le suivi des élections allemandes, c'est la reprise de formules des médias allemands. Par exemple, la candidate Angela Merkel était « das Mädchen », divorcée, remariée, sans enfants, avec tout le grief masqué derrière ce discours. Les médias ont aussi repris les déclarations de la femme de Gerhard Schröder. Ce type d'accroche sur ces éléments semble révéler l'ébranlement de certaines certitudes. On pourrait donc trouver comme élément de culture politique commune un consensus de l'inquiétude. Les problèmes d'intérêt général étant similaires, cela signifie pas pour autant que les codes sont les mêmes, mais qu'il y a une similitude franco-allemande dans le schéma de perception politique par l'électorat.

Est-ce que cela constituerait la base d'un espace public européen ? On a beaucoup parlé de l'Allemagne, on s'est beaucoup interrogé sur elle, mais l'apparition d'un espace public européen relève sans doute de

l'illusion de la campagne. Je ne partage pas totalement l'avis de Klaus Neubert sur l'inexistence d'un espace public européen, alors défini comme un espace consensuel. Cet espace public, selon la définition d'Habermas en 1962, doit être un espace délibératif, « un ensemble de personnes privées rassemblées pour discuter des questions d'intérêt commun », « cette idée prend naissance dans l'Europe moderne, dans la constitution des espaces publics bourgeois, qui interviennent comme contrepoids des pouvoirs absolus », « la publicité critique suppose d'obtenir l'information requise sur le fonctionnement de l'État afin que celui-ci puisse être examiné et critiqué sous l'œil de l'opinion publique. » Pour débattre de la possibilité d'apparition d'un espace public franco-allemand si ce n'est européen, il faut donc souligner que l'espace public est la scène d'apparition du politique, le lieu de discussion et de légitimation du politique, et est le fondement d'une communauté politique. Or, si l'on suit Habermas, cela signifie que l'opinion publique devient une instance de contrôle de la puissance politique, ce qui sous-entendrait un horizon de convictions évidentes et de connaissances reconnues et partagées. On retrouve également chez Foucault ou chez Ricoeur le principe d'une communauté de sentiments, d'une sensibilité commune. Dans les trois aspects évoqués, dimension cognitive, affective et évaluative, ce qui est le plus similaire entre la France et l'Allemagne sont les parties affective et évaluative.

Cependant, pour que l'espace public soit un espace où s'exerce une réflexion critique qui renforcerait la société démocratique, il faut pouvoir comprendre ce que disent les autres. S'intéresser à l'autre est très positif, mais il faut avoir la capacité de le comprendre, et cela va au delà des connaissances que l'on peut avoir sur l'autre et qui sont transmises par les différents médias. Le problème de l'apprentissage de la langue de l'autre et des séjours chez l'autre se pose une fois de plus. On peut être optimiste et dire que le voisin est beaucoup moins mal connu qu'avant – c'est la dimension cognitive, il y a des ressemblances dans la perception des difficultés quotidiennes par les populations, leurs craintes, mais le problème de la communication et de la médiation continue à être posé et nous invite, si l'on veut développer un espace public de débat et de discussion franco-allemand à développer l'enseignement et l'apprentissage de la langue de l'autre.

***Lise Jolly, secrétaire générale de la rédaction de France Inter, ancienne correspondante de France Inter à Berlin***

**T**rouve-t-on le même discours dans les médias en France et en Allemagne ? Veut-on dire la même chose lorsque l'on emploie les mêmes mots de part et d'autre du Rhin ? Si l'on s'intéresse davantage à l'Allemagne, il n'est pas certain qu'on la comprenne mieux. S'il y a eu un intérêt tel pour les élections, c'est parce que l'on s'est intéressé à une question particulière, celle qu'une femme de l'Est soit candidate à la chancellerie. Si Schröder avait eu en face de lui un challenger masculin, l'intérêt aurait été sans doute moins grand. On s'est intéressé à

l'Allemagne en tentant d'expliquer le mode de fonctionnement de l'élection allemande qui n'est pas simple à expliquer. On s'est intéressé à ces élections avec une sensibilité politique selon les journaux, mais bizarrement, comme cela a déjà été souligné, Le Figaro n'a pas soutenu de façon inconditionnelle Angela Merkel, pas plus que Libération n'a soutenu Gerhard Schröder, mais peut-être que la presse avait vu juste, puisque l'Allemagne a connu un chancelier social-démocrate, à la tête d'un parti « de gauche », qui a mené une politique plutôt à droite et qu'on a aujourd'hui une chancelière « de droite » dont le gouvernement comprend beaucoup de personnalités de gauche.



S'il y a des courants d'idées communs, il n'y a pas de si grandes similitudes politiques dans le sens ou la démocratie allemande fonctionne de façon bien meilleure que la démocratie française. Pour les Français, un Parlement qui a le contrôle est un phénomène un peu étonnant, dans un pays comme le nôtre où le Parlement ne remplit pas vraiment sa fonction de contrôle. Il n'est pas certain que l'on comprenne vraiment ce qui se passe outre-rhin. Si l'on s'intéresse plus à l'Allemagne, peut-être ne s'y intéresse-t-on pas assez bien. Cette élection a frappé les Français parce qu'une femme est enfin devenue chancelière ; l'arrivée à la tête du gouvernement d'une femme dans un pays voisin est un phénomène qui nous a étonnés. Mais derrière cela, ce qui a sans doute échappé aux Français est la sorte de « révolution douce » qu'a connu le pays. L'Allemagne de l'Ouest, au milieu des années 1990, malgré la chute du mur, changeait peu, les réformes politiques étaient bloquées, le pays stagnait ; puis en 1998, une césure, un renversement politique a eu lieu, une génération qui n'avait pas connu la guerre arrive pour la première fois au pouvoir, avec Schröder et une nouvelle coalition complètement renouvelée. Il s'agit donc d'un véritable bouleversement politique. Schröder se présente comme le chancelier de la modernisation, il met en œuvre un certain nombre de réformes : la sortie du nucléaire, les interventions extérieures de l'armée, le nouveau droit de la nationalité, et un retour d'une « certaine fierté nationale ». Le gouvernement déménage à Berlin avec tout à coup un changement de position géographique, des fonctionnaires qui découvrent ce qu'était la RDA, qui sont plus au fait des problèmes de l'ensemble du pays, qui changent de représentation mentale de l'Allemagne. Pendant ce temps, la situation économique s'aggravait, Schröder était réélu de justesse, et pouvait ensuite mettre en œuvre des réformes sociales assez dures.

Le tournant a commencé là ; en 2002, les Allemands ont eu une attitude surprenante face à l'offre politique, car ils n'ont choisi ni l'un ni l'autre et ont sans doute voulu que les deux partis s'entendent et gouvernent ensemble. Ce scénario là n'a pas fonctionné, avec 6000 voix d'avance, Schröder et la coalition rouge-verte ont été réélus. C'est le même scénario auquel on a assisté en 2005, c'est-à-dire deux grands partis presque dos à dos que l'on force à s'entendre, avec un désir de réforme d'un côté pour que la situation s'améliore, et une volonté de garder des acquis sociaux confortables de l'autre.

C'est dans ce contexte qu'Angela Merkel a été élue de justesse, et c'est donc une femme de l'Est qui dirige aujourd'hui l'Allemagne, avec en face d'elle, à la tête du SPD, un homme de l'Est, Matthias Platzeck. Ainsi, ce n'est plus la génération de 1968 qui est au pouvoir, on assiste à un

changement rapide, à la fois du centre géographique de l'Allemagne, du discours « national » et des générations au pouvoir. Ce changement n'a pas encore eu lieu en France. L'admiration et l'agacement que l'on ressent vis-à-vis de l'Allemagne vient aussi de la comparaison avec un partenaire qui a su plus vite évoluer plus vite et se transformer. Peut-être n'a-t-on pas envie de regarder attentivement ce qui se passe de l'autre côté de la frontière, alors que la France est engluée dans les mêmes problèmes depuis des années (le chômage, l'absence de croissance). La France s'est davantage refermée sur elle-même ces dix dernières années, tandis que l'Allemagne est plus ouverte sur l'extérieur et observe plus les autres pays pour trouver des solutions à ses problèmes. Par exemple, l'étude Pisa a amené les Allemands à s'intéresser au système éducatif en Finlande, ils ont aussi regardé les réformes sociales aux Danemark.

L'apprentissage de l'allemand connaît aujourd'hui un peu de regain dans les écoles, mais pas forcément par intérêt ou par amour de l'Allemagne. En effet, on ne retrouve pas dans l'opinion publique française comme dans les années 1970, de l'intérêt pour la culture, pour le cinéma, la musique, les livres allemands. Il y a très peu d'échanges culturels entre les deux pays et la culture allemande est très peu diffusée en France. S'il n'y a pas de regain d'intérêt pour la culture allemande, il n'y a probablement pas de véritable regain d'intérêt pour l'Allemagne.

Pour l'Europe, le couple franco-allemand est certes nécessaire, mais l'Allemagne comme la France vont se tourner aussi vers d'autres pays et cela ne va sans doute pas faciliter ou favoriser un regain d'intérêt l'un pour l'autre. Il faudrait faire des efforts des deux côtés et ne pas se réjouir, en France, de ne pas être les seuls à aller mal.

***Michaela Wiegel, correspondante de la Frankfurter Allgemeine Zeitung à Paris depuis 8 ans***

**J**e vais essayer de montrer en quoi l'optimisme est une qualité allemande qui peut être diffusée. Sans vouloir diminuer le rôle qu'a certainement joué le fait qu'Angela Merkel soit une femme, il y a eu une « extraordinaire concordance des cycles politiques en France et en Allemagne . » Le 22 mai, l'annonce surprise du chancelier allemand de nouvelles élections marque la fin du cycle Schröder, le 29 mai, le vote référendaire en France signe la fin du cycle Chirac. Ces deux dates ont probablement fondé cet intérêt croissant des deux sociétés l'une pour l'autre. Pour une bonne connaissance de l'Allemagne, il ne faut peut-être pas que chacun comprenne exactement les finesses du système politique et du système électoral.

*L'évolution de l'image d'Angela Merkel dans la presse française est très parlante en ce qui concerne la perception de l'Allemagne en France. Dans la dernière phase, on peut observer une lecture assez semblable de ce que représente Angela Merkel dans la presse en France et en Allemagne, mais dans une première phase, dite de rattrapage, la presse a*

commencé à découvrir Angela Merkel, « avec un certain effroi », « la jeune fille venue du froid », protestante, divorcée, sans-enfants, fille de pasteur, issue de l'ex-RDA, diplômée en physique. C'est « le » chevalier blanc qui prend en 2000 la présidence de la CDU, au moment où le parti est pris dans le scandale des caisses noires, « elle tue le père », « elle sacrifie l'éternel dauphin Wolfgang Schäuble ». C'est un personnage qui suscite de la méfiance, sentiment partagé par le Président de la République qui n'a pas compris pourquoi Angela Merkel ne voulait pas sanctionner l'Autriche, ni ses positions concernant l'Irak et son refus de faire entrer la Turquie dans l'Union européenne, et qui refuse de la recevoir à l'Élysée alors qu'il est de bon ton de s'afficher avec Stoiber. Angela Merkel ne peut être reçue car soit disant, le Président ne reçoit pas « les responsables de partis politiques ». Au départ, il y a un contraste très parlant entre la bonne image dont bénéficie le chancelier Schröder et « la peur » qu'inspire Mme Merkel. L'ancien ministre de la culture et de la francophonie Jacques Toubon, la soupçonne d'être « une nouvelle Margaret Thatcher », et d'être, du fait de ses origines est-allemandes, moins sensible au couple franco-allemand et davantage tournée vers les États-Unis, « insulte suprême de la part d'un gaulliste ».

Un changement assez marquant a lieu une fois la campagne ouverte, Angela Merkel se trouve présentée comme « la Jeanne d'Arc surgie des décombres du mur de Berlin qui a sauvé la CDU de son scandale du financement » (*Libération*) Cette femme de 51 ans se caractérise tout à coup par sa « ténacité » et son « solide bon sens ».



Effectivement, le 20 juillet 2005, Angela Merkel est reçue à l'Élysée, tout le monde lui déroule le tapis rouge, à l'Élysée comme à l'UMP et elle rencontre pour la première fois le Premier ministre Dominique de Villepin. Les médias montrent qu'Angela Merkel n'est pas une néo-libérale au sens anglo-saxon, mais qu'elle est attachée aux principes du capitalisme rhénan, qui est une sorte d'« assurance vie » pour la France de ne pas avoir en face d'elle une « capitaliste extrémiste ». La plupart des journaux la considèrent comme une favorite, même si quelques journaux mettent déjà un bémol à la veille des élections et prédisent que la victoire sera de très courte durée. On adopte très vite un surnom familier « Angie » et le meilleur titre est sans doute dû à *Libération*, qui titre lorsqu'Angela Merkel vient à Versailles, « une Angela passe », une ange passe.

Une fois Angela Merkel élue chancelière, la presse française s'attache à montrer comment elle arrive à rassurer Chirac, qui ne sait plus trop comment se comporter et lui fait ce fameux baisemain pour la remercier de rester fidèle à cette tradition de venir au lendemain de son élection à Paris – à l'inverse, aucun Président de la République n'a trouvé indispensable, au lendemain de son élection, de se rendre à Bonn ou à Berlin. L'image d'Angela Merkel est donc passée d'une image assez épouvantable à une image de franche admiration, puis cette admiration s'est mêlée à du respect. Angela Merkel s'impose, et redevient cette femme assez dominante. On découvre le ton de Merkel, qui se distingue assez fortement du ton du chancelier Schröder, c'est à dire son attachement à montrer ses valeurs partout où elle va, chez Poutine ou même chez Bush, elle ne craint pas d'aborder des sujets qui fâchent. On peut faire un parallèle entre la présentation de la presse allemande et française : la presse découvre une femme dont elle ne soupçonnait pas

les qualités. On peut lire dans le Berliner Zeitung « cette Angela Merkel qui s'est présentée aux grands de ce monde avec assurance, humour et charme est-elle bien celle que nous avons connue avant les élections ? ». On partage cette interrogation des deux côtés du Rhin, Angela Merkel est fraîche, pleine d'énergie, honnête, et les autres capitulent ; elle arrive à gérer ces dirigeants européens qui n'arrivaient pas à trouver un accord sur le budget, elle est présentée comme la « Miss Europe » qui sait trouver le bon ton dans la rivalité entre Tony Blair et Jacques Chirac. Et elle s'impose aussi à Jacques Chirac, si le chancelier Schröder avait dit non à une baisse de la TVA pour les restaurateurs français, la presse française n'aurait pas été aussi sympathique et aurait montré beaucoup plus de patriotisme économique.

On peut conclure ce portrait d'Angela Merkel par une citation Andreas Maurer de la Stiftung Wissenschaft und Politik « la grande chance d'Angela Merkel est que tous les autres grands dirigeants européens sont quasiment morts ». Elle arrive dans une phase où elle a à faire en Grande-Bretagne ou en France, à des dirigeants un peu sur le départ.

*Sur la perception du voisin* : souvent, la France voit l'Allemagne un peu comme son miroir, et l'on s'empresse de parler de tout ce qui est semblable à première vue, et en même temps très différent. Le gouvernement Schröder a beaucoup dérangé, cette coalition rouge-verte qui a osé plus de réformes que la droite française, d'où de certaines difficultés dans la lecture politique. Toutefois, toutes les grandes questions restent posées en Allemagne comme en France, et même si les modes de fonctionnement des deux pays et les réponses à apporter sont très différents, les problèmes et les défis similaires rapprochent la France et l'Allemagne (chômage de masse, adaptation des systèmes de protection sociale, globalisation et réponse européenne).

La France, quant à elle, n'est pas toujours comprise en Allemagne. Tout d'abord en ce qui concerne l'Europe, le référendum français a suscité beaucoup d'interrogations, on voit là que les systèmes politiques sont bien différents. Au vu de la campagne menée par le Président de la République, la nécessité d'un référendum en France et surtout l'absence de stratégie plus approfondie en cas de « non » n'ont pas été bien compris. L'Allemagne a une impression de temps perdu, puisqu'il faudra attendre 2007 pour avoir une réponse de la France sur l'avenir de l'Europe. Ensuite, les émeutes dans les banlieues en France ont provoqué un choc en Allemagne, et alors que l'intérêt est assez vite retombé en France même, il a persisté en Allemagne et l'absence d'explication et de réponses suffisantes de la part des autorités française sont soulignées.

Je ne partage pas le pessimisme sur la question de l'apprentissage des langues : la bataille de l'allemand comme première langue et sans doute perdue d'avance, mais pour la deuxième langue tout est encore à faire et le manque d'intérêt initial peut très bien se combler.